

*Projet de la Commission de rédaction pour le vote final*

---

## **Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile (initiative correctrice)»**

du 1<sup>er</sup> octobre 2021

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'art. 139, al. 5, de la Constitution<sup>1</sup>,

vu l'initiative populaire «Contre les exportations d'armes dans des pays  
en proie à la guerre civile (initiative correctrice)» déposée le 24 juin 2019<sup>2</sup>,

vu le message du Conseil fédéral du 5 mars 2021<sup>3</sup>,

*arrête:*

### **Art. 1**

<sup>1</sup> L'initiative populaire du 24 juin 2019 «Contre les exportations d'armes dans des  
pays en proie à la guerre civile (initiative correctrice)» est valable et sera soumise au  
vote du peuple et des cantons.

<sup>2</sup> Elle a la teneur suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

*Art. 107, al. 2 à 4*

<sup>2</sup> Elle [la Confédération] légifère par une loi fédérale sur la fabrication, l'acquisition,  
la distribution, l'importation, l'exportation et le transit de matériel de guerre.

<sup>3</sup> Les marchés passés avec l'étranger qui portent sur du matériel de guerre sont interdits  
notamment dans les cas suivants:

- a. le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou interna-  
tional; la loi peut prévoir des exceptions, notamment pour les pays suivants:
  1. pays démocratiques disposant d'un régime de contrôle des exportations  
comparable à celui de la Suisse,

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2019 4929

<sup>3</sup> FF 2021 623

Initiative populaire «Contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile (initiative correctrice)». AF

---

2. pays qui ne sont impliqués dans un tel conflit que dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies;
- b. le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits de l'homme;
- c. le risque que le matériel de guerre soit utilisé contre la population civile est élevé dans le pays de destination, ou
- d. le risque que le matériel de guerre soit transmis à un destinataire final non souhaité est élevé dans le pays de destination.

<sup>4</sup> La loi peut prévoir des exceptions à l'al. 3 pour les appareils servant au déminage humanitaire; elle peut aussi en prévoir pour des armes à feu à épauler et des armes à feu de poing individuelles, ainsi que pour leurs munitions, lorsque ces armes sont destinées exclusivement à un usage privé ou sportif.

*Art. 197, ch. 12<sup>4</sup>*

*12. Disposition transitoire ad art. 107, al. 2 à 4 (Armes et matériel de guerre)*

Si les dispositions légales relatives à l'art. 107, al. 2 à 4, ne sont pas entrées en vigueur trois ans après l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie d'ordonnance; ces dernières ont effet jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions légales.

## **Art. 2**

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.

<sup>4</sup> Le numéro définitif de la présente disposition transitoire sera fixé par la Chancellerie fédérale après le scrutin.